

# À qui donner la parole dans les médias ?

Entre " dictature des experts " et journalisme citoyen

Une analyse de Dounia Tadli



: indique un lien consultable dans l'Internet

---

## Introduction

Notre réalité quotidienne constitue le point de départ de notre exploration du monde. Ainsi, en nous réveillant chaque matin, nous reprenons contact avec cette réalité qui paraît ordonnée comme elle l'était la veille. Nous retrouvons nos proches tels qu'ils étaient. Nous prenons le métro ou le vélo pour nous rendre à l'école ou sur notre lieu de travail. Nous allons boire un verre avec nos amis à la fin de la journée. Nous expérimentons de façon directe ces différents événements, dont la matérialité est difficilement contestable. Par contre, en écoutant la radio ou en parcourant le journal, des réalités souvent inaccessibles transitent par le prisme inévitablement déformant des médias. Nous y apprenons qu'une telle décision politique a été prise ici ou qu'un ouragan a dévasté une ville là. Nous remettons rarement ces informations en question, même si nous ne pouvons pas les vérifier nous-mêmes.<sup>1</sup> En ce sens, les médias d'information jouent un rôle primordial dans la construction sociale de la réalité.<sup>2</sup> Le choix des sujets présentés, mais aussi la manière dont ils sont traités, contribuent donc à façonner nos représentations à l'égard de la société. Ces éléments sont influencés par les contraintes inhérentes aux médias traditionnels (notamment en termes de temps, de moyens et de ligne éditoriale). Si cette dimension, en amont de la diffusion de l'information, est peu visible aux yeux du public, elle occupe néanmoins un rôle primordial dans la définition de la physionomie de l'agenda médiatique.<sup>3</sup>

Nous nous intéresserons plus particulièrement ici à ceux qui prennent la parole dans les médias d'information et à leur statut : journalistes, citoyens-amateurs, experts... Nous verrons dans un premier temps dans quelle mesure les pratiques des médias traditionnels sont critiquées à cet égard, entre perte de confiance et dictature des experts. Le développement d'Internet (et particulièrement du Web 2.0) en tant qu'« espace mosaïque composé d'espaces de socialisation participant de la construction de réalités sociales particu-

<sup>1</sup> P. BERGER, T. LUCKMANN, *La construction sociale de la réalité*, Paris : Armand Colin, 1996 ; L. VAN CAMPENHOUDT, *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*, Paris : Dunod, 2001.

<sup>2</sup> A. TAVERNIER, « Patrick Charaudeau, Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours », *Études de communication*, n°29, 2006, p. 181-184.

<sup>3</sup> E. MARTY, *et al.*, « Diversité et concentration de l'information sur le web », *Réseaux*, 176, 2012, p. 27-72.

lières »<sup>4</sup>, a constitué un terreau propice à une réponse citoyenne. Nous développerons alors le concept du journalisme participatif et en présenterons quelques exemples, dont le Bondy Blog, dans la deuxième partie de ce texte. Nous terminerons par des éléments de réflexion autour de l'encadrement de la participation citoyenne, de la relativisation du statut de profane et de l'incompatibilité supposée entre objectivité et militantisme.

### *Le colloque Broken News*

*Le 10 mars 2017, le CPCP organisait à l'Institut des Hautes Études des Communications sociales (IHECS) le colloque « Broken News » rassemblant autour de la table des citoyens et des acteurs du monde médiatique (journalistes, étudiants, associations d'éducation aux médias, etc.). Cet événement fut l'occasion d'échanger autour des grandes problématiques influençant le monde de l'information contemporain. C'est dans le cadre de cette réflexion que s'inscrit la présente publication. Elle vise à approfondir l'une des tables rondes du colloque intitulée : « Experts, citoyens, minorités... à qui donner la parole dans les médias ? ». Nous mobiliserons donc, de temps à autres, les réflexions des participants du colloque à ce sujet.*

<sup>4</sup> O. TREDAN, « Le "journalisme citoyen" en ligne : un public réifié ? », *Hermès, La Revue*, 47, 2013, p. 115-122.

## I. Éléments de contexte

| *La fiabilité n'est pas sûre, on ne nous dit pas la vérité.*

**Frank, 19 ans**

| *Il faut trier, à l'heure actuelle. Il y a beaucoup de faux. Beaucoup d'intox. On sent la mise en scène.*

**Salim, 20 ans**

| *Quand on compare, on remarque qu'il y a de la désinformation.*

**Chadia, 20 ans<sup>5</sup>**

### 1. La perte de confiance dans les médias « traditionnels »

À l'origine de la naissance du colloque Broken News, un constat préoccupant : le lien de confiance entre l'opinion publique et les médias d'information semblerait plus fragile que jamais. Fruit de la couverture épineuse et brûlante de faits d'actualité hors du commun, de l'amplification considérable du phénomène des *fake news* et de la multiplication à l'excès des contenus proposés, un sentiment de scepticisme pousse les lecteurs les plus assidus à se détourner des sources d'information traditionnelles.<sup>6</sup>

En 2016, l'enquête « Noir Jaune Blues », qui avait notamment fait couler beaucoup d'encre sur l'islamophobie, révélait en effet que seulement 21 % des Belges interrogés considéraient la presse comme « capable d'agir pour

<sup>5</sup> Propos recueillis par N. DUFAYS et B. BRUYNINX dans le cadre de leurs animations en édu-cations aux médias. L'ensemble des témoignages est disponible en version audio sur le lien suivant : <http://www.cpcp.be/zooms/3208-broken-news-5>.

<sup>6</sup> Pour apprendre à faire le tri, voir N. DUFAYS, *Info ou intox ? Manuel de survie à l'usage des citoyens du web*, Bruxelles : CPCP, « Au quotidien », septembre 2016, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/info-ou-intox-manuel-de-survie-a-l-usage-des-citoyens-du-web>.

gérer les grands problèmes de l'époque, et surtout pour améliorer le vivre ensemble »<sup>7</sup>. Le scepticisme ambiant à l'égard des médias ne se restreint pas au plat pays : 44 % des Européens – et 35 % des Belges – estiment que leur pays ne diffuse pas une information « digne de confiance », selon une étude sur le pluralisme des médias et la démocratie publiée par la Commission européenne. D'après la même enquête, plus de la moitié des Belges considère que l'information délivrée par la presse nationale subit des pressions « commerciales et politiques ».<sup>8</sup>

Ce phénomène semble par ailleurs englobé dans une attitude de méfiance généralisée à l'égard des institutions. En effet, « Noir Jaune Blues » avait conclu que les Belges interrogés n'avaient qu'une confiance limitée envers les institutions, comme l'illustre le graphique ci-dessous. La place jugée prépondérante des « professionnels » dans l'espace public (journalistes ou experts de questions spécifiques) contribuerait à expliquer le scepticisme de la part de ceux qui ne se sentent pas représentés.

*On se focalise sur les mêmes personnes, on s'intéresse pas à ce que le bas pense. Il faut plus d'égalité. On est noyé d'infos inintéressantes.*

**Michèle, 67 ans**

*Les citoyens ne sont pas invités aux débats politiques. Que ce soit au sein des institutions fédérées ou lors émissions télévisées, nous ne sommes jamais représentés. C'est fou...*

**Participant du colloque Broken News**

*Plus les gens sont dépossédés, culturellement surtout, plus ils sont contraints et enclins à s'en remettre à des mandataires pour avoir une parole politique. En fait, les individus à l'état isolé, silencieux, sans*



<sup>7</sup> B. SCHEUER (dir.), « Noir, jaune, blues 2017 » *Quel monde voulons-nous bâtir ? Comprendre l'état de l'opinion publique belge*, Bruxelles : Survey & Action / Fondation Ceci n'est pas une crise, janvier 2017, [en ligne :] <http://www.cecinestpasunecrise.org/content/uploads/2017/05/Noir-Jaune-Blues-Rapport-denquete-complet-Dec-2016-.pdf>.

<sup>8</sup> « La fiabilité des médias remise en cause par plus d'un tiers des Belges », *Le Vif*, 17 novembre 2016, [en ligne :] <http://www.levif.be/actualite/belgique/la-fiabilite-des-medias-remise-en-cause-par-plus-d-un-tiers-des-belges/article-normal-574003.html>, consulté le 16 août.

...  
*parole, n'ayant ni la capacité ni le pouvoir de se faire écouter, de se faire entendre, sont placés devant l'alternative de se taire ou d'être parlés.*

Pierre Bourdieu

## 2. « Se taire ou être parlés » : l'insatisfaisant dilemme des citoyens non consultés

« L'effet d'oracle ». Cette jolie expression du sociologue Pierre Bourdieu désigne la façon dont le porte-parole d'un groupe a le loisir de s'exprimer avec l'autorité de cet « absent insaisissable ». Ainsi, lorsqu'un homme politique fait des déclarations « au nom du peuple », il fait souvent croire que son statut dépasse celui de simple représentant. Comme transcendé par le groupe (« je fais don de ma personne à la France »), il est le peuple et ce qu'il dit est *la* vérité et *la* vie du peuple.<sup>9</sup> Il s'extirpe alors de sa condition individuelle et ordinaire pour devenir le groupe, et ainsi bénéficier de l'autorité qui en découle.

Si, dans son texte, Bourdieu prend l'exemple parlant des mandataires politiques, ou encore des membres du clergé qui s'expriment au nom de Dieu, il précise plus loin : « La presse ne reconnaît et ne connaît que des porte-parole, vouant les autres aux "libres opinions". »<sup>10</sup> La société civile en général, et *a fortiori* les publics fragilisés, seraient en effet lassés de ne pas être représentés dans le paysage médiatique.<sup>11</sup> Ce sentiment expliquerait en partie le rejet d'une information considérée comme « pseudo-élitiste ». Ainsi, la parole serait monopolisée par les « professionnels », journalistes ou spécialistes en tout genre. À ce titre, certains dénoncent une « dictature des experts » qui dicteraient à la population ce qui est bon à faire et à penser, à l'instar d'un documentaire diffusé sur la RTBF.<sup>12</sup>

<sup>9</sup> P. BOURDIEU, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, 1, 1984, p. 49-55.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> On peut néanmoins s'interroger ici sur cette critique indirecte aux médias d'information : leur rôle est-il de représenter la population, de donner la parole ?

<sup>12</sup> J. FREED, *La dictature des experts*, documentaire réalisé pour CBC, 2011, [en ligne :] <https://www.youtube.com/watch?v=T7EJtjVgPRg>.

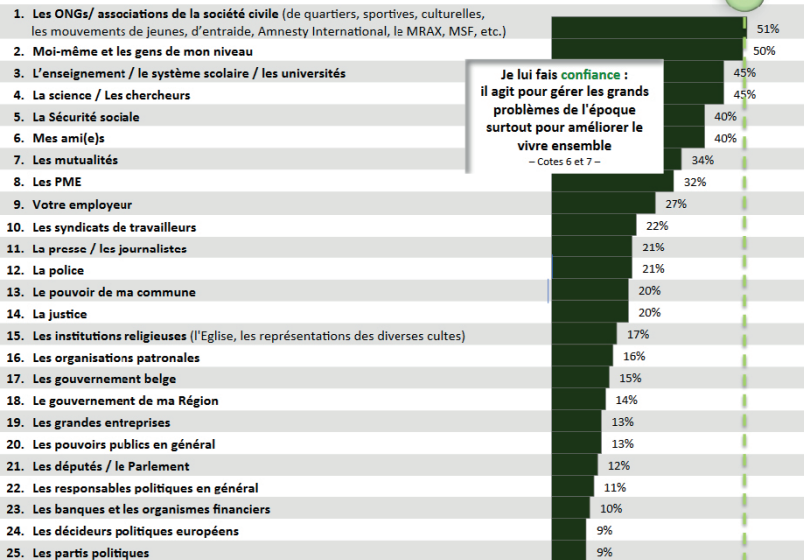
On apprend notamment dans le reportage la prépondérance des apparences dans l'assise de l'expertise. Le monde de la consultance apparaît ainsi comme particulièrement exemplatif du phénomène. Matthew Stewart, qui a écrit un livre sur le sujet, serait tombé dans ce milieu par hasard et sans rien y connaître.

*Notre économie, aujourd'hui, est basée sur la notion selon laquelle certains ont un accès privilégié à l'expertise scientifique, telle que gérer des entreprises, voire diriger le monde. Ça permet à ceux qui en ont le culot de s'avancer et de dire : "je suis expert, je sais diriger des humains de la même manière que vous savez fabriquer un téléphone." <sup>13</sup>*

## LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

— en 2016 —

Base : 100% = population totale.



<sup>13</sup> M. STEWART interrogé par J. FREED, *op. cit.*



Il raconte la façon dont il est néanmoins rapidement devenu une vedette, conseillant divers gouvernements et entreprises de par le monde. D'après lui, l'expertise se montre davantage qu'elle ne se prouve : il s'agit d'afficher son autorité à travers sa stature ou des accessoires luxueux.<sup>14</sup>

Plus loin dans le documentaire, un « formateur » américain explique en effet que plus une personne paraît convaincue et sûre d'elle, plus elle a de chances d'être considérée comme experte. Cet « expert des experts » conseille alors à ses disciples d'utiliser des termes tels que « toujours », « chaque fois », « jamais » et de bannir les « peut-être » et autres marques d'incertitude et de nuance. « Si vous êtes pondérés, on ne vous invite pas, on ne vous écoute pas, vous n'êtes pas un expert ! » s'exclame-t-il. En effet, ceux qui ont l'avis le plus tranché seraient les plus médiatisés : on sait à quel point les combats de coqs peuvent être vendeurs.

L'utilisation d'un jargon adéquat fait aussi partie de la panoplie. L'historien Étienne Auger affirme ainsi qu'en maîtrisant les codes adéquats, les experts (économistes ou religieux, par exemple) laissent entendre qu'ils sont capables d'interagir avec des puissances auxquelles le commun des mortels n'a pas accès.<sup>15</sup>

En conséquence, il serait sans doute plus sage d'écouter l'expert ennuyant, celui qui bredouille modestement... mais dans un monde trépidant, où on n'a pas le temps de tout comprendre, il est confortable de se reposer sur les certitudes de nos conseillers en alimentation, nos entraîneurs, nos experts en sexualité... il est rassurant de penser que quelqu'un sait, ou dit savoir. Parce que, finalement, ce n'est peut-être pas tant une quelconque vérité qui compte à nos yeux, mais la possibilité de croire en la « magie des pros ». Autrement

<sup>14</sup> M. STEWART interrogé par J. FREED, *op. cit.*

<sup>15</sup> *Ibid.* Il apparaît bien souvent, et sans surprise, que les « experts » les plus sûrs d'eux se trompent régulièrement. Le reportage renseigne quelques savoureux exemples, de l'œnologie jusqu'aux prévisions économiques. Un professeur bordelais a ainsi réalisé une enquête auprès de 56 spécialistes en œnologie. Chacun d'eux devait déguster un même vin, dans deux bouteilles différentes ; l'une affichant un grand cru, l'autre un vin plus ordinaire. Quand seulement deux des interrogés ont émis des doutes quant à la qualité du supposé « grand cru », les 54 autres se sont mis à chercher les qualités d'un grand vin de l'un, et les défauts d'une piquette dans l'autre, selon l'étiquette respective. L'économie n'est pas épargnée : la célèbre revue *The Economist* a comparé dix ans de prévisions de la part de différents groupes d'experts en termes d'évolutions économiques et d'inflation. Parmi les diverses personnes interrogées, ce ne sont ni les PDG de grandes entreprises, ni les économistes réputés qui ont le mieux réussi, mais bien les éboueurs londoniens.

dit, comme le souligne le *spin doctor* Simon Anholt, « l'expert d'aujourd'hui est un peu le chaman des temps passés. Pour le chaman, c'était une histoire de os de poulet. Pour l'expert d'aujourd'hui, c'est une histoire de PowerPoint. Mais c'est la même histoire. »<sup>16</sup>

Il semblerait toutefois que la détention de l'« aura magique » se soit aujourd'hui démocratisée. Ainsi, ce que la presse considérait comme de « libres opinions » dans le texte de Bourdieu en 1984 semble conquérir petit à petit l'espace public. L'essor d'Internet a sans aucun doute facilité cette prise de parole.

### 3. Développement du web 2.0 et « blogosphère »



*Tout le monde peut devenir une source d'information pour AgoraVox : les blogueurs, les utilisateurs d'Internet, les simples citoyens, les associations, les journalistes... Notre constat de départ est simple : grâce à la démocratisation effective des NTIC et d'Internet, tout citoyen est un « capteur d'information » qui peut devenir potentiellement un « reporter » capable d'identifier et de proposer des informations à haute valeur ajoutée.*<sup>17</sup>

Internet, de manière générale, semble être un lieu de production d'outils visant à la démocratisation de la publication et de la distribution d'informations.<sup>18</sup> Dans les années 2000, c'est plus particulièrement l'essor du « web 2.0 » qui s'est révélé propice à répondre à la frustration de la part de certains citoyens, fatigués de ne pas se sentir représentés dans les médias traditionnels. Ce deuxième âge d'Internet peut être défini de la sorte :

*« Écrire, commenter, copier-coller, mixer, publier, partager ou échanger des photos, vidéos, liens et tag, sur des sites de présentation de soi et de ses univers relationnels, développer des expérimentations »*

<sup>16</sup> M. STEWART interrogé par J. FREED, *op. cit.*

<sup>17</sup> « Présentation du projet », *Agoravox*, 2017, [en ligne :] <https://www.agoravox.fr/qui-sommes-nous/article/presentation-du-projet-61>, consulté le 30 août 2017.

<sup>18</sup> O. TREDAN, *op. cit.*

cartographiques ou de moblogging articulant le web et le mobile dans un « espace augmenté », la dimension massive de l'usage des technologies sociales est frappante. Ces dispositifs et agencements machiniques, ces pratiques et expérimentations forment désormais un continuum socio-technique appréhendé actuellement sous le terme discuté et discuté du web 2.0, désignant le deuxième âge d'internet et du Web et son tournant expressiviste.»<sup>19</sup>

Le Web 2.0 offre ainsi un espace « augmenté » facilitant l'autopublication. La quantité d'informations disponibles s'en voit bien évidemment décuplée. En conséquence, les journalistes ne seraient plus les uniques maîtres de l'agenda médiatique en ligne : leur mission de *gatekeeping* se transforme en *gatematching*. Les contributeurs amateurs auraient ainsi une capacité de mobilisation collective permettant d'influencer les choix des journalistes dans la sélection de l'information.<sup>20</sup> L'interactivité propre à Internet serait même considérée comme « un facteur contribuant à mettre le débat démocratique et l'expression politique au premier plan de l'information médiatique ».<sup>21</sup>

La blogosphère serait particulièrement représentative de l'ère du web 2.0. Les blogs permettraient ainsi une meilleure représentation de groupes mis à l'écart de la sphère médiatique traditionnelle en ouvrant le cercle des preneurs de parole.<sup>22</sup> En ce sens, le développement de la blogosphère insérerait dans l'imaginaire social une double critique : à la fois anti-hégémonique (rejet du monopole de la production d'informations par les médias de masse) et expressiviste (désir de libéralisation de la parole profane dans l'espace public).<sup>23</sup> Les blogs permettent ainsi aux porteurs de causes extérieurs de faire émerger des problèmes sociaux à travers de nouvelles voies.<sup>24</sup>

<sup>19</sup> L. ALLARD, « Émergence des cultures expressives, d'Internet au mobile », *MediaMorphoses*, 21, 2007, p. 19-25.

<sup>20</sup> A. BRUNS, « The active audience : transforming journalism from gatekeeping to gatematching » in C. PATERSON, D. DOMINGO (dir.), *Making Online News : The Ethnography of New Media Production*, New York : Peter Lang, 2008.

<sup>21</sup> E. MARTY, *et al.*, *op. cit.*

<sup>22</sup> C. CARDON cité par J. SEDEL, « Bondy Blog. Le travail de représentation des "habitants de la banlieue" par un média d'information participative », *Réseaux*, 170, 2011, p. 103-133.

<sup>23</sup> C. CARDON, F. GRANJON cités par O. TREDAN, *op. cit.*

<sup>24</sup> R. MARATEA, « The e-Rise and Fall of Social Problems : The Blogosphere as a Public Arena », *Social Problems*, 1, 2008, p. 139-160.

Internet, et particulièrement le web 2.0, induit alors une importante évolution dans le statut du témoignage : autrefois profane, il devient une source principale d'informations (surtout lors de circonstances exceptionnelles comme le tsunami de 2014 par exemple).<sup>25</sup> On peut néanmoins s'interroger sur la qualité et l'originalité de cette quantité croissante d'informations disponibles en ligne, comme nous l'aborderons plus loin. Certains chercheurs dénoncent à ce titre une tendance résumée par la formule « More is Less » : les sites internet sont de plus en plus nombreux mais présenteraient moins d'informations originales *in fine*.<sup>26</sup> Nous verrons que d'autres études démontrent à l'inverse que les sites participatifs sont les principaux vecteurs de diversité éditoriale.

L'essor du Web 2.0, où chacun peut s'exprimer, a donc créé des espoirs quant à la capacité du net d'étendre l'espace public.<sup>27</sup> Si les *fake news*<sup>28</sup> ont contribué à la perte de confiance dans les médias comme nous l'avons vu, l'extension de l'espace d'expression à travers l'Internet participe aussi à de telles dérives... Le développement exponentiel des théories complotistes ou radicales sur la toile en témoignent. Mais l'agrandissement de l'espace public constitue aussi un terreau propice à l'expression citoyenne, à l'image du journalisme participatif.<sup>29</sup>

<sup>25</sup> O. TREDAN, *op. cit.*

<sup>26</sup> E. MARTY, *et al., op. cit.*

<sup>27</sup> P. DAHLGREN, M. RELIEU, cités par J. Sedel, *op. cit.*

<sup>28</sup> Voir N. DUFAYS, *op. cit.*

<sup>29</sup> O. TREDAN, *op. cit.*

## II. Le journalisme participatif



*Comme disait Jean-Paul Sartre, « on croit que la liberté d'information, le droit à la liberté de la presse, c'est un droit du journaliste. Mais pas du tout, c'est un droit du lecteur du journal. C'est-à-dire que c'est les gens, les gens dans la rue, les gens qui achètent le journal, qui ont le droit d'être informés. (...) Donc, il faut essentiellement que le peuple discute avec le peuple. » Nous voulons créer un lien de proximité, faire exister la parole de ceux qui sont rendus invisibles et délaissés par les médias traditionnels, rendre intéressant ce qui est important, plutôt que de rendre important ce qui n'a aucun intérêt, comme le divorce de deux stars multimillionnaires. La liberté d'information n'est pas celle qui défend l'information utile au statu quo des plus nantis.<sup>30</sup>*

### 1. Définition et origines

Les termes de journalisme citoyen, amateur ou participatif, ou, dans la langue de Shakespeare, *grassroots*, *citizen* ou *participatory journalism* semblent recouvrir des réalités proches. De manière générale, on retrouve dans chacun de ces termes l'idée d'une « intervention de non-professionnels dans la production et la diffusion d'informations d'actualité ».<sup>31</sup> Si différents types de supports médiatiques peuvent convenir à cette diffusion, c'est le développement d'Internet, et plus particulièrement du Web 2.0, phénomène précédemment abordé, qui a accompagné l'essor du journalisme participatif.

Les premiers projets du journalisme participatif en ligne visaient à créer un « espace d'information alternatif », parfois même de contre-information, par rapport au système médiatique en place. Il constituerait ainsi un outil permettant au « peuple » de « reprendre le contrôle d'une parole confisquée par

<sup>30</sup> « Ainsi, le journalisme citoyen n'existerait pas ? », Zin TV, 2016, [en ligne :] <http://www.zintv.org/Ainsi-le-journalisme-citoyen-n>, consulté le 5 septembre 2017.

<sup>31</sup> F. REBILLARD, « Le journalisme participatif : définition, évolutions, état des lieux », INA, 2012, [en ligne :] <https://www.ina-expert.com/e-dossier-de-l-audiovisuel-journalisme-internet-libertes/le-journalisme-participatif-definition-evolutions-etat-des-lieux.html>, consulté le 23 août 2017.

ses représentants, court-circuitant (ou palliant l'absence) les maillons intermédiaires traditionnels (syndicats, partis politiques, etc). »<sup>32</sup> En 2000, c'est le site coréen OhMyNews qui sera un précurseur en la matière. Si l'équipe rédactionnelle est formée de professionnels, des milliers d'internautes envoient leurs articles pour publication. À la même époque, les blogs, qui existaient déjà depuis une dizaine d'années, commencent à jouer le rôle d'espaces de diffusion de nouvelles. Avec les attentats du 11 septembre 2001, ils deviennent aussi des lieux de délivrance d'informations complémentaires, voire opposées à celles des médias « traditionnels ». De notre côté de l'Atlantique, le site français AgoraVox se présentera en 2005 comme « la première initiative européenne de journalisme citoyen gratuit à grande échelle ».<sup>33</sup>

Mais l'effervescence autour du journalisme citoyen ne fait pas l'unanimité, comme nous le verrons plus en détails dans la troisième partie. Certains auteurs estiment ainsi qu'après une phase utopique de participation idéalisée, les professionnels se seraient approprié le modèle, notamment pour offrir un second souffle à une profession en crise. L'appartenance des contributeurs à des milieux sociaux proches des journalistes est également dénoncée.<sup>34</sup> Ainsi, même au sein du Bondy Blog qui revendique la participation de citoyens issus de « banlieue », une partie importante des blogueurs feraient néanmoins partie des fractions des classes populaires en ascension sociale.<sup>35</sup>

Quoi qu'il en soit, la dynamique participative aura néanmoins nourri le champ journalistique : « Il reste du projet participatif de départ des originalités susceptibles à la fois de renouveler les pratiques journalistiques et d'offrir des espaces pour une information alternative ».<sup>36</sup> La participation citoyenne permettrait en effet de proposer des informations originales absentes des médias traditionnels. L'agenda médiatique en ligne serait caractérisé par un « grand

<sup>32</sup> J. SEDEL, *op. cit.*

<sup>33</sup> F. REBILLARD, *op. cit.*

<sup>34</sup> J. SEDEL, *op. cit.*, D'ailleurs, Sedel estime que les blogueurs rencontrés se situent dans une position d'« entre-deux », dans une sorte d'habitus clivé. En effet, ils sont à la fois dans un jeu de distanciation et de proximité avec le groupe dominé (les autres habitants de la banlieue avec qui ils maintiennent des liens) et avec le groupe dominant (le groupe des journalistes, profession perçue comme « bourgeoise » à laquelle ils s'acculturent). Ces blogueurs feraient en effet partie des fractions des classes populaires en ascension sociale. On retrouve ici la critique de Rebillard, soulevée précédemment, lorsqu'il évoque la professionnalisation des amateurs, augmentant le flou des catégories.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> F. REBILLARD, *op. cit.*

écart quotidien » entre la focalisation sur une minorité de sujets ultra- médiatisés et l'ouverture à une multitude de sujets plus originaux, principalement traités à travers des contributions citoyennes. Une étude comparative des contenus de sites d'actualité français montre ainsi que les sites participatifs, qu'ils soient très encadrés par des professionnels ou plus ouverts, mais aussi les blogs, représentent les principaux foyers de diversité éditoriale sur Internet. Ils font à la fois preuve d'un pluralisme externe plus important (avec une tendance « un sujet = un article ») mais aussi interne (ces sites s'attachent à relayer des sujets peu explorés par d'autres médias).<sup>37</sup> Selon les chercheurs, l'éclectisme éditorial serait directement lié au mode de réalisation participatif des sites qui réaliseraient ainsi « davantage qu'un filtrage idéologique singulier dans leur appréhension de l'information, une opération de décentrage éditorial par rapport à l'agenda médiatique général ».<sup>38</sup>

Avant d'étudier plus en détails les statuts de « professionnels » et de « citoyens-amateurs » dans les médias, examinons quelques initiatives concrètes, à l'instar du Bondy Blog qui s'est particulièrement démarqué par son originalité dans l'étude précédemment citée.

## 2. L'exemple du Bondy Blog

Le Bondy Blog associe des journalistes professionnels et une cinquantaine de « citoyens, jeunes en formation, en recherche d'emploi, en début de carrière professionnelle... »<sup>39</sup> dans la production d'une information sur des sujets dits

<sup>37</sup> E. MARTY, *et al.*, *op. cit.* Ainsi, par exemple, le Bondy Blog a produit 24 articles durant les onze jours sur lesquels s'est étendue l'enquête, en se penchant chaque fois sur un sujet différent : 24 articles = 24 sujets dont 19 considérés comme « rares » (soit 79 %). À l'inverse, d'autres sites se démarquent par leur « matraquage éditorial » sur des sujets peu originaux : le *Nouvel Observateur*, par exemple, consacrait en moyenne dix articles par sujet durant la période observée, parmi lesquels seulement 6 % étaient considérés comme rares.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> « Qui sommes-nous ? », *Bondy Blog*, 2016, [en ligne :] <http://www.bondyblog.fr/qui-sommes-nous-2/#.WbllaLJBIV>, consulté le 4 septembre 2017.

« de banlieue ». Il se caractériserait ainsi davantage par sa thématique que par son statut relativement hybride dans l'espace médiatique : ni blog totalement « militant » ou « politique », ni site d'information participatif.<sup>40</sup>

C'est au mois de novembre 2005, à l'époque des émeutes de banlieues françaises, que des journalistes du magazine suisse *L'Hebdo* créent le Bondy Blog. La couverture journalistique de ces événements (incendies de voitures, affrontements entre jeunes et forces de l'ordre...) jugée insatisfaisante a poussé les fondateurs à trouver un moyen de raconter le quotidien des habitants. Au départ, une quinzaine de journalistes de *L'Hebdo* se sont donc relayés chaque semaine dans un local de Bondy pour traiter de différents aspects de la vie « banlieusarde ». D'après Serge Michel, l'un des journalistes initiateurs, le blog a rapidement joué un rôle de catharsis : « Pour tous ceux à qui nous avons donné la parole durant ces trois mois et tous ceux qui l'ont prise, il a souvent été de l'interview comme d'un rendez-vous chez le psy : le seul fait de parler faisait du bien ».<sup>41</sup>

Trois mois après la création du Bondy Blog, le journaliste suggère de former les jeunes du quartier en vue de leur confier le dispositif. Un enseignant agrégé en sciences économiques et sociales au lycée de Bondy les encadrera dans un premier temps, avant d'être remplacé par des journalistes (d'abord Nordine Nabili puis Nassira El Moaddem qui lui a succédé en tant que rédactrice en chef au mois de septembre 2016).

Le blog a établi différents partenariats depuis sa création : Sciences-Po Paris, Yahoo France, SFR, *Libération*, *Télérama*, *Elle*, Le Monde.fr, Radio France... Au-delà du blog en lui-même, alimenté par près de 600 articles par an, ce sont aussi des émissions de télévision (Bondy Blog Café diffusé sur France 8 et LCP<sup>42</sup>) et de radio qui sont publiées sur le site.

L'objectif principal du Bondy Blog est de « raconter les quartiers populaires et de faire entendre leur voix dans le grand débat national ».<sup>43</sup> Le blog constitue ainsi à la fois un lieu d'expression des jeunes des quartiers populaires et un organe d'information sur la banlieue.

<sup>40</sup> J. SEDEL, *op. cit.*

<sup>41</sup> S. MICHEL, interrogé par J. SEDEL, *op. cit.*

<sup>42</sup> Durant les élections présidentielles de 2012, chacun des candidats a ainsi été reçu sur le plateau du Bondy Blog Café.

<sup>43</sup> « Qui sommes-nous ? », *op. cit.*



*Moi, je défends toujours le Bondy Blog comme un média qui traite des problématiques liées aux quartiers populaires (...), on y est, on y vit, ça nous donne des idées différentes sur les sujets*

*Bondy Blog, c'est vrai que nous, on a un regard qui est différent (...). Parce que souvent, les journalistes qui sont au Figaro ou au Monde, c'est des gens qui sortent de grandes écoles, qui ont vécu dans de beaux quartiers, etc... Et lorsqu'ils parlent de la banlieue, c'est d'un point de vue...<sup>44</sup>*

En palliant l'absence de relations entre la population « de banlieue » et l'élite politique et journalistique, les blogueurs contribuent à l'élaboration de l'agenda médiatique en présentant des sujets et points de vue originaux qui nourrissent le débat public. Le Bondy Blog permet ainsi de « parler de choses dont on n'entend pas parler », de « raconter la vie de gens dont on n'entend pas parler ». Ainsi : « Je ne pensais pas qu'on pouvait écrire sur des sujets sur la banlieue, pour moi, ça n'intéressait personne. Après, quand j'ai regardé des articles des autres blogueurs, je me suis dit : "à moi aussi, ça m'est arrivé ça, je peux peut-être faire un truc dessus." » (Blogueuse).<sup>45</sup> « Qu'on habite à Bondy, Blanc-Mesnil ou Clichy-sous-Bois, ce que vous vivez c'est aussi la grande histoire, l'actualité », rapporte encore l'animateur du blog.<sup>46</sup>

Au-delà de ces rôles d'information et d'expression, et sans doute pour mieux les servir, le Bondy Blog constitue également un lieu de formation au journalisme. Cette fonction s'est vue concrétisée par la création de l'École du blog en 2007 en vue de « donner aux jeunes de quartier des outils pour s'exprimer, par écrit mais aussi en radio et en vidéo ». <sup>47</sup> Dans la même lignée, le Bondy Blog a également initié la création de l'ESJ-Lille-Bondy et la classe Prépa égalité des chances aux concours des écoles de journalisme pour étudiants boursiers afin d'ouvrir la profession aux jeunes de milieux populaires.

En formant ainsi les citoyens, la frontière entre amateur et professionnel peut apparaître floue. Un des encadrants considère d'ailleurs le Bondy Blog comme un média professionnel :

<sup>44</sup> Propos recueillis par J. SEDEL, *op. cit.*

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> S. ZAPPI, « Un caillou dans la chaussure de la presse française », *Mouvements*, 61, 2010, p. 140-142.

<sup>47</sup> « Qui sommes-nous ? », *op. cit.*

À partir du moment où il y a un travail de recherche, d'édition et pas seulement du fait des rédacteurs en chef, et je trouve qu'en qualité, le Bondy Blog s'améliore d'année en année, je pense que c'est vraiment un travail de professionnels. La preuve, la plupart des blogueurs sont en école de journalisme ou ont un boulot à côté ou sont journalistes, voilà.<sup>48</sup>

En ce sens, d'après M. Nabili, le Bondy Blog serait davantage du journalisme participatif que citoyen : « Je ne crois pas au journalisme citoyen où n'importe qui pourrait devenir journaliste après 19h30 devant son écran. Il y a des journalistes, avec une formation, un métier et c'est important. Il n'y a pas de journaliste citoyen, pas plus que de plombier citoyen : même si on peut réussir à bricoler chez soi, on n'en devient pas plombier ! (...) Là [au Bondy Blog] on est dans la collaboration entre des journalistes professionnels et des citoyens mais on fonctionne comme un média classique avec des conférences de rédaction, une hiérarchie de décision avec un directeur de la publication et un rédacteur en chef, et une équipe de blogueurs qui sont payés parce que nous croyons que la bonne information a un coût. »<sup>49</sup>

À ce titre, si on estime que le Bondy Blog est une affaire de « professionnels », on peut considérer qu'il formule une critique *interne* au champ journalistique. « En proposant de décentrer les lieux de production de discours sur le monde social – “en banlieue, et non plus à Saint-Germain-des-Prés” – en invitant des journalistes, des hommes politiques, à s'y déplacer, le blog fait la démonstration physique d'un rapprochement possible entre l'élite et les classes populaires. »<sup>50</sup>

Le modèle du Bondy Blog s'est également vu décliné dans d'autres pays, à l'instar du Bruxelles Bondy Blog (BBB) né en décembre 2014. Le BBB est produit par des étudiants de l'IHECS et des reporters citoyens. Dans la même lignée que le modèle français, le blog vise à mettre en avant des thématiques et des acteurs peu représentés dans les médias traditionnels mais constitue également une plateforme pédagogique pour les étudiants. Ces derniers y intègrent les fondements du journalisme (rigueur, vérification, croisement des sources, déontologie), mais aussi les exigences propres aux médias en ligne (immédiateté de l'information, pluralité des formats, interactivité). Encadrés par les enseignants, les étudiants sont amenés à tester différents formats

<sup>48</sup> Propos recueillis par J. SEDEL, *op. cit.*

<sup>49</sup> S. ZAPPI, *op. cit.*

<sup>50</sup> J. SEDEL, *op. cit.*

journalistiques selon leurs envies et talents particuliers.<sup>51</sup> Mais le Bondy Blog n'a bien sûr pas le monopole du journalisme participatif. Voyons quelques autres illustrations.

### 3. Quelques exemples d'initiatives participatives

Les initiatives en matière de participation citoyenne dans les médias se sont multipliées sous diverses modalités.

Les journalistes responsables du site **Agoravox** jouent principalement un rôle de gestion et d'agencement des contenus. Leur regard éditorial sur les articles proposés se restreint à s'assurer de leur conformité avec le droit.

Le site **Rue 89** définit son propre fonctionnement comme « participatif encadré ». Les journalistes professionnels sélectionnent et accompagnent les contributions (sous forme de commentaires ou d'articles) des internautes. Dans une même veine, **Le Post** abrite également une rédaction de professionnels tout en se revendiquant « à trois voix ». Les informations diffusées portent ainsi différents labels selon leur forme : « Info Rédaction » (rédigées par des journalistes), « Info Invité » (billets d'experts), « Info vérifiée » (contribution d'internautes contrôlées et éditées par la rédaction) et enfin « Info brute » (contribution d'internautes non vérifiées sur les blogs hébergés par le site).

**Newsring** propose des débats sur des sujets d'actualité avec des internautes, initiés par des experts et orchestrés par la rédaction.

Sur le site **Quoi.info**, des professionnels produisent des informations qui se voient complétées graduellement par les internautes selon leur statut (amateur, connaisseur, expert).

Dans un autre registre, le **compte Twitter national de la Suède** est ainsi géré par ses citoyens. Chaque semaine, un habitant propose un de ses amis au comité de sélection. Si l'analyse du profil du candidat est positive, celui-ci peut se voir attribuer la responsabilité de gérer le compte de son pays. À ce titre, une

<sup>51</sup> « À propos du BBB », *Bruxelles Bondy Blog*, 2017, [en ligne :] <http://www.bxlbondyblog.be/a-propos/>, consulté le 5 septembre 2017.

bibliothécaire a été amenée à répondre officiellement à Donald Trump après ses affirmations erronées d'attentats sur le sol suédois en février 2017.<sup>52</sup>

### III. La parole citoyenne dans les médias

À l'image du *Post*, on peut supposer que trois types de voix se détachent dans les initiatives présentées : les citoyens/amateurs, les journalistes professionnels et les experts de questions spécifiques. Mais les participants du colloque ont particulièrement souligné l'opposition tranchée entre le « citoyen-amateur » et les professionnels (experts ou journalistes). Cela dit, et nous l'avons vu avec le Bondy Blog, ces catégories sont toutes relatives et loin d'être imperméables.

#### 1. Une participation citoyenne à encadrer...

Dans un premier temps, on peut commencer par questionner ce que recouvre exactement l'appellation de « citoyen », qui sous-entend dans ce contexte un certain amateurisme.

M. Nabili du Bondy Blog le disait : n'importe qui ne peut pas faire du journalisme à 19h30, le soir, après son boulot. Certains se montrent en effet très sceptiques quant à la possibilité que n'importe quel citoyen puisse réaliser des contributions dans les médias. Ainsi, tandis que les réseaux sociaux peuvent apparaître comme un « cinquième pouvoir citoyen » tant leur rôle vis-à-vis de l'information peut être important, on constate aussi que les articles pos-

<sup>52</sup> A.-F. HIVERT, « @sweden, le compte Twitter de la Suède tenu par les citoyens », *Le Monde*, 21 février 2017, [en ligne :] [http://www.lemonde.fr/m-moyen-format/article/2017/02/21/sweden-le-compte-twitter-de-la-suede-tenu-par-les-citoyens\\_5083249\\_4497271.html](http://www.lemonde.fr/m-moyen-format/article/2017/02/21/sweden-le-compte-twitter-de-la-suede-tenu-par-les-citoyens_5083249_4497271.html), consulté le 5 septembre 2017.

tés sur Facebook ou Twitter seraient rarement lus par ceux qui les relaient.<sup>53</sup> Par contre, les citoyens font peut-être davantage preuve de rigueur lors de leur participation dans les médias participatifs que dans leurs interventions sur les réseaux sociaux ? Ce n'est en tout cas pas l'avis d'André Linard, le secrétaire général du Conseil de Déontologie journalistique (CDJ), qui affirmait en 2016 : « Un citoyen exprime ses opinions, raconte ce qu'il a vu autour de lui, tient un discours militant qui ne lui impose aucune exigence de respect de la vérité. Il évoque les émotions qui lui tiennent à cœur et se veut acteur de la société. Le journalisme remplit un autre rôle social. Il a pour responsabilité d'être l'intermédiaire entre ce qui se passe, au sens le plus large du terme et le public. »<sup>54</sup>

Comme d'autres, Monsieur Linard a peut-être l'impression que l'expertise du reporter se voit diminuée à travers le journalisme participatif. Mais à travers les quelques exemples précédemment développés, nous avons vu qu'un certain travail éditorial est souvent réalisé par des professionnels à travers la sélection et la hiérarchisation des productions « profanes ».<sup>55</sup> L'encadrement de la participation citoyenne dans les médias semble donc souhaitable, comme l'expliquait un participant du colloque :

*Demander à des personnes qui n'y connaissent rien de s'exprimer sur des sujets d'actualité qu'ils ne maîtrisent pas, cela serait presque dangereux. Et imposer un débat à des personnes qui ne veulent pas prendre position ou qui ne sont pas intéressées par certains sujets n'est pas utile non plus. Ce qu'il faut, c'est "donner l'opportunité", tout en assurant des prérequis solides. Les premiers concernés par cette responsabilité sont les établissements scolaires. Qu'attend-on pour imposer l'apprentissage du fonctionnement politique de la société dans les classes de secondaires ?*

Nous l'avons vu, à travers son approche formative, un projet comme le Bondy Blog offre aux blogueurs l'opportunité d'acquérir les compétences nécessaires. L'expertise des journalistes est donc plutôt mise en valeur, ce qui

<sup>53</sup> C. DEWEY, « 6 in 10 of you will share this link without reading it, a new, depressing study says », *Washington Post*, 16 juin 2016, [en ligne :] [https://www.washingtonpost.com/news/the-intersect/wp/2016/06/16/six-in-10-of-you-will-share-this-link-without-reading-it-according-to-a-new-and-depressing-study/?utm\\_term=.35002bbb2ce5](https://www.washingtonpost.com/news/the-intersect/wp/2016/06/16/six-in-10-of-you-will-share-this-link-without-reading-it-according-to-a-new-and-depressing-study/?utm_term=.35002bbb2ce5), consulté le 5 septembre 2017.

<sup>54</sup> A. LINART, « Le journalisme citoyen n'existe pas », *La Libre* [Opinions], 30 septembre 2016, [en ligne :] <http://www.lalibre.be/debats/opinions/le-journalisme-citoyen-n-existe-pas-57ed2de7cd70871fc422cc0f>, consulté le 5 septembre 2017.

<sup>55</sup> O. TREDAN, *op. cit.*

pousse même certains à critiquer leur utilisation du « journalisme participatif » comme un moyen d’asseoir la légitimité d’une profession en crise :

*Ces approches conduisent à un paradoxe. Alors que le leitmotiv de ces initiatives est la re- mobilisation du citoyen, sa position périphérique dans le processus de production éditoriale (...) concourt à réaffirmer la place centrale des journalistes dans le traitement et la mise en forme de l’information.*<sup>56</sup>

Bref, comme souvent, il est question d’équilibre : il nous semble important d’éviter la « dictature des experts » qui monopoliseraient la parole dans les médias tout comme l’utopie d’un inconditionnel « tous journalistes ». Toutefois, nous allons voir que cette catégorie « profane » accolée aux amateurs doit être quelque peu remise en question.

## 2. ... mais un statut de « profane » à relativiser

Les citoyens disposant d’une position et d’une certaine expertise enrichissantes pour leurs contributions, la notion de « profane » mérite d’être nuancée.

En effet, si les « amateurs » ne disposent pas nécessairement de l’expertise journalistique au sens où on l’entend (maîtrise de connaissances et compétences déterminés), ils n’en restent pas moins experts de leur vécu. Ainsi, pour reprendre l’exemple du Bondy Blog, « les contributeurs devant apporter “leur environnement” et non relayer le discours des institutions, des militants, des hommes politiques et des “experts”, les témoignages revêtent un aspect stratégique. Ils constituent une forme d’expertise, reposant non pas sur la maîtrise de savoirs et de techniques mais sur l’expérience vécue, celle-là même qui échappe aux journalistes, à une partie des encadrants et des blogueurs eux-mêmes ».<sup>57</sup>

Aussi, nous l’avons vu, le point de vue inédit et original des citoyens contributeurs enrichit la diversité éditoriale des médias auxquels ils participent. Leur apport a également contribué à l’essor d’un « journalisme de solution » qui

<sup>56</sup> O. TREDAN, *op. cit.*

<sup>57</sup> *Ibid.*

tendrait à montrer les démarches citoyennes aux problèmes de société, à l'instar de la nouvelle plateforme Inspire (*La Libre*). Cette tendance existait déjà dans différents médias, mais l'idée d'en faire une rubrique à part entière dans un quotidien belge semble assez neuve.<sup>58</sup>

De plus, au-delà de cette vision positive du journalisme, les citoyens ont l'avantage d'être indépendants. C'était l'un des arguments du groupe de médias alternatifs belges (Kairos, Zin TV, Sans Papiers TV, collectif Krasnyi, radio Panik) en réponse à la carte blanche d'André Linard, citée précédemment, sur le manque de professionnalisme des « citoyens-reporters ». Selon ces journalistes, les citoyens se sont vus obligés de créer leurs propres supports pour pallier les manques des médias traditionnels, qui provoquent aujourd'hui un certain scepticisme comme nous l'avons vu. Le groupe de médias alternatifs dénonce ainsi que la majorité des médias belges seraient aux mains de sept grandes familles fortunées et, à l'instar de la chaîne publique, seraient « pris dans le rouleau compresseur de la concurrence et de l'audimat, managés à l'américaine par des universitaires sortis de Solvay Business School »<sup>59</sup>. Alexis Lévrier, historien du journalisme, décode cette tendance : « Les grands patrons rachètent la presse, non pour faire de l'argent, mais pour obtenir un outil d'influence. Souvent, ils dépendent des commandes de l'État et entretiennent des relations avec le pouvoir, comme le montre l'exemple de Sarkozy et Bolloré (l'affaire du yacht – ndlr). Entre le pouvoir politique, médiatique et économique, les médias sont le parent pauvre, à la merci des deux autres. Et cette interdépendance croissante entre pouvoir économique et politique se fait au détriment de l'indépendance de la presse ».<sup>60</sup>

Ainsi, d'après Zin TV et ses collègues, grâce à leur indépendance, les contributions citoyennes seraient loin d'être de qualité moindre que l'information professionnelle. Au contraire, même, « puisque de fait ces nouveaux médias "citoyens" remplissent une fonction que les "professionnels" n'assument plus. Et ils le font par conviction, par souci citoyen, et dans des conditions humaines et matériellement difficiles (ils doivent avoir une activité rémunérée

<sup>58</sup> G. RENAUD, S. PAULUS, « Médias et citoyens, un couple en quête de dialogue », *Bruxelles Bondy Blog*, 2017, [en ligne :] <http://www.bxlbondyblog.be/medias-et-citoyens-un-couple-en-quete-de-dialogue/>, consulté le 5 septembre 2017.

<sup>59</sup> « Ainsi, le journalisme citoyen n'existerait pas ? », Zin TV, *op. cit.*

<sup>60</sup> A. LÉVRIER interrogé par A. LOUSSOUARN, « Politiques et journalistes. "La connivence est inévitable" », *L'Humanité*, 26 décembre 2016, [en ligne :] <https://www.humanite.fr/politiques-et-journalistes-la-connivence-est-irreversible-629230>, consulté le 27 octobre 2017.

par ailleurs, devant travailler sur le média en dehors de ces heures). Mais cette faiblesse est en même temps leur force, la garantie de leur liberté à eux : leur salaire et l'éventuel remboursement de leur crédit ne dépendent pas de ce qu'ils disent ou écrivent. »<sup>61</sup>

Ainsi, un statut indépendant est peut-être essentiel à des fonctions directement liées à la démocratie, qui devraient en conséquence être découplées d'un revenu (censé assurer la subsistance). Si certains le suggèrent au niveau politique<sup>62</sup>, il nous semble que la fonction journalistique pourrait également nécessiter une telle liberté en tant qu'activité citoyenne. La sociologue Dominique Méda présente d'ailleurs la réduction collective du temps de travail comme un moyen pour chacun de pouvoir consacrer du temps à ses proches mais aussi à des tâches citoyennes ou politiques.<sup>63</sup> On peut toutefois s'interroger sur la manière dont une telle liberté peut se concilier avec la présupposée neutralité journalistique.

### 3. Objectivité et militantisme

L'indépendance des citoyens dans leurs contributions journalistiques constituent sans nul doute un avantage. Cette liberté est propice au « discours militant » mentionné par André Linard. Comme lui, l'un des encadrants du Bondy Blog oppose catégoriquement le « professionnalisme » et le « militantisme ». Il incite donc les jeunes à prendre de la distance : « Beaucoup de blogueurs ayant envie d'écrire ce qui leur tient à cœur et peuvent être assez véhéments ». <sup>64</sup> Le prix à payer pour être militant serait donc d'accepter le statut de profane ? L'engagement serait-il l'apanage des amateurs ?

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> Chr. DE BEUKELAER, « La politique n'est pas un métier », *Le Soir* [carte blanche], 20 mars 2017, [en ligne :] <http://www.lesoir.be/archive/recup%3A%252F1464477%252Fartic%252Fdebats%252Fcartes-blanches%252F2017-03-20%252Fcarte-blanche-politique-n-est-pas-un-metier>, consulté le 22 mars 2017.

<sup>63</sup> D. MÉDA, interrogée par M. DEJAN, « Le projet de société porté par les 35 heures devrait continuer à nous inspirer », *Les Inrocks*, 19 janvier 2015, [en ligne :] <http://mobile.lesinrocks.com/2015/01/19/actualite/le-projet-de-societe-porte-par-les-35-heures-de-vrait-continuer-nous-inspirer-11548570>, consulté le 13 septembre 2017.

<sup>64</sup> *Ibid.*



Or, on peut s'interroger sur l'objectivité de la parole de ces experts qui s'expriment si souvent dans les médias. Quelles que soient leurs connaissances et leurs formations, ils restent humains : leur discours est loin d'être infaillible ni même neutre. En effet, au contraire de la prétendue neutralité des « professionnels » (experts et journalistes), il nous semble que la neutralité totale est utopique. Le choix même de certains sujets plutôt que d'autres démontre des intérêts et orientations, tout comme la manière d'agencer les informations entre elles. Ainsi, le célèbre présentateur Jean-Pierre Pernaut revenait sur la polémique qu'il avait déclenchée en 2016 suite à sa transition équivoque entre deux reportages : « Plus de place pour les sans-abris, mais en même temps les centres pour migrants continuent à ouvrir. » Il est récemment revenu sur cet épisode : « Quand on met des informations, on les met côte à côte dans un journal en fonction de ce qu'elles sont et pas en fonction d'une certaine bien-pensance (...) on m'a accusé de mettre les deux infos en opposition, non : j'ai fait mon métier de journaliste. »<sup>65</sup>

Mais même le fait, *a priori* anodin, d'accoler deux informations peut prêter à interprétations. Nous l'avons dit en introduction, les médias contribuent à la construction sociale de la réalité de ceux qui les consultent. Comme toutes les sciences sociales, une telle activité ne peut prétendre à une parfaite objectivité. Les contributeurs des différents médias sont loin d'observer platelement, de l'extérieur, les phénomènes de micro-particules dans un laboratoire : au contraire, ils décrivent une réalité sociétale dont ils font entièrement partie. Sans pour autant faire un procès d'intention à Jean-Pierre Pernaut, on comprend néanmoins que les choix éditoriaux d'un journal télévisé puissent transmettre certaines représentations de la réalité reconstituée.

À défaut de pouvoir contrer cette inévitable subjectivité, il nous semble primordial d'en avoir conscience mais aussi de situer explicitement les intervenants. Ainsi, si un habitant de Bondy nous parle d'un aspect de la vie de banlieue, sa subjectivité est assumée et nous savons contextualiser son propos. Au contraire, si un expert s'exprime par exemple sur l'innocuité d'une consommation excessive de charcuteries, son statut de « professionnel » tend à afficher une prétendue neutralité. Or, il ne serait pas surprenant d'apprendre par

<sup>65</sup> J.-P. PERNAUT cité dans « Jean-Pierre Pernaut assume ses propos polémiques sur les migrants », *Le Soir*, 10 septembre 2017, [en ligne :] <http://www.lesoir.be/113331/article/2017-09-10/jean-pierre-pernaut-assume-ses-propos-polemiques-sur-les-migrants-video>, consulté le 13 septembre 2017.

la suite que ce même chercheur a été financé par des lobbies industriels...<sup>66</sup> Il en va de même pour certains journalistes proches de personnalités politiques. Par exemple, Manuel Valls a offert un voyage *all inclusive* à Abidjan au journaliste Nicolas Domenach en 2016, alors qu'une délégation de journalistes a fait ce même séjour à ses propres frais. Sans surprise, l'invité privilégié a dressé un portrait plutôt flatteur de l'ancien Premier ministre français.<sup>67</sup> Alexis Lévrier, qui a analysé les relations entre politiciens et journalistes, parle d'une « endogamie » dans le sens où les élites médiatiques et politiques sont souvent issues d'un milieu sociologique identique et formées dans les mêmes institutions.<sup>68</sup>

Situer les intervenants, quels qu'ils soient, nous semble dès lors très essentiel. Un autre moyen de relativiser la place de la subjectivité dans les discours est de les faire varier. Ainsi, si la parole de spécialistes qui se sont penchés sur une question particulière est nécessaire, elle ne doit pas faire l'objet d'un monopole au niveau de chaque thématique. Il semblerait en effet que les médias fassent régulièrement appel aux mêmes spécialistes. Une étude réalisée par l'Association des Journalistes Professionnels (AJP) en 2015 démontre d'ailleurs un manque de diversités des intervenants au sein des quotidiens francophones : plus de 4 sur 5 sont des hommes, environ deux tiers sont perçus comme « blancs », 95 % sont des cadres intellectuels ou des sportifs, les personnes handicapées semblent oubliées...<sup>69</sup> En réaction, l'AJP a mis en ligne en 2016 la base de données Expertalia qui vise à lutter contre le manque de visibilité des experts issus de minorités. Une série de spécialistes sont ainsi répertoriés en fonction d'un algorithme de recherche spécifique par

<sup>66</sup> Sur ce sujet précis, voir E. LUCET, *Industrie agro-alimentaire : business contre santé*, Paris : France-télévision, « Cash Investigation », diffusé le 13 septembre 2016, [en ligne :] <https://www.youtube.com/watch?v=7RXHDEi79EI>. L'enquête analyse différentes situations où les lobbies agroalimentaires font pression auprès de scientifiques pour défendre leurs intérêts. Denis Corpet, expert pour le Centre international de Recherche sur le Cancer, y témoigne de la manière dont ses thèses sur les liens entre la consommation de charcuterie et le cancer ont été manipulées par le lobby de la viande.

<sup>67</sup> Sans doute dans un espoir prémonitoire désormais déçu, son article est d'ailleurs intitulé : « Papa Valls l'Africain, dans des habits de... Président ». Voir É. GIRARD, « Les curieux invités "all inclusive" de Manuel Valls en Afrique », *Marianne*, 1<sup>er</sup> novembre 2016, [en ligne :] <https://www.marianne.net/politique/les-curieux-invites-all-inclusive-de-manuel-valls-en-afrique>, consulté le 27 octobre 2017.

<sup>68</sup> A. LÉVRIER, *op. cit.*

<sup>69</sup> Étude de la diversité et de l'égalité dans la presse quotidienne belge francophone, Bruxelles : Association des Journalistes Professionnels, 2015.

l'utilisateur. Cette plateforme a été créée à l'attention des journalistes (aide quotidienne dans leur travail et recherche de contacts) et des experts (augmentation de leur visibilité et de leur reconnaissance).<sup>70</sup>

---

## Conclusion

*On pourrait, pour simplifier, dire que les dominants existent toujours, tandis que les dominés n'existent que s'ils se mobilisent ou se dotent d'instruments de représentation.*

**Pierre Bourdieu**

*Le Bondy Blog leur a permis de faire un vrai travail d'estime de soi, de confiance acquise parce qu'enfin leur parole était reconnue, discutée. Ils ont pris la parole, l'ont mise sur la place publique, quelle qu'ait été leur situation sociale, culturelle, ethnique. Alors, ils ont existé, ils avaient enfin un statut.*

**Nordine Nabili**

Nous l'avons vu, la conjoncture entre le scepticisme ambiant à l'égard des médias traditionnels, la place prépondérante des experts et le développement du web 2.0 a été propice au développement d'une prise de parole citoyenne à travers le journalisme participatif. Après avoir examiné des projets concrets comme le Bondy Blog, nous avons pu voir que les catégories « citoyens-amateurs » et « experts » doivent être nuancées. Si un certain encadrement des premiers semble pertinent, leur statut de profanes mérite d'être relativisé, au même titre que la prétendue objectivité des seconds.

Du côté des médias, il nous paraît donc essentiel de faire preuve de davantage de transparence, notamment au niveau du financement et des orientations politiques. Ce serait là, peut-être, un moyen de regagner quelque peu la confiance des citoyens. De leur côté, l'acquisition de compétences pour décrypter les médias mais aussi y prendre part semble primordiale. Ainsi, le Bondy Blog participe à l'*empowerment* des blogueurs en leur offrant un es-

---

<sup>70</sup> Voir <http://expertalia.be>

pace et des outils d'expression. Au lieu d'être le réceptacle de représentations extérieures, ils contribuent eux-mêmes à la construction sociale de la réalité. Prendre la parole sur la place publique leur permet d'exister et, simplement, de prendre place dans une société plus juste, inclusive et démocratique. À ce titre, de telles initiatives rencontrent pleinement la conception de la citoyenneté du CPCP.

\* \*

Dounia Tadli est chercheuse au sein du PEPS, au CPCP. Elle est titulaire d'un master en anthropologie, spécialisée dans les relations humains-environnement.

---

## Pour aller plus loin...

- BOURDIEU P., « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1, 1984, p. 49- 55.
- FREED J., *La dictature des experts, documentaire réalisé pour CBC*, 2011, [en ligne :] <https://www.youtube.com/watch?v=T7EJtjVgPRg>.
- REBILLARD F., « Le journalisme participatif : définition, évolutions, état des lieux », *INA*, 2012, [en ligne :] <https://www.ina-expert.com/e-dossier-de-l-audiovisuel-journalisme-internet-libertes/le-journalisme-participatif-definition-evolutions-etat-des-lieux.html>
- MARTY E., *et al.*, « Diversité et concentration de l'information sur le web », *Réseaux*, 176, 2012, p. 27-72.
- SEDEL J., « Bondy Blog. Le travail de représentation des "habitants de la banlieue" par un média d'information participative », *Réseaux*, 170, 2011, p. 103-133.
- TAVERNIER A., « Patrick Charaudeau, Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours », *Études de communication*, n°29, 2006, p. 181-184.
- TREDAN O., « Le "journalisme citoyen" en ligne : un public réifié ? », *Hermès, La Revue*, 47, 2013, p. 115-122.



TADLI Dounia, *À qui donner la parole dans les médias ? Entre « dictature des experts » et journalisme citoyen*, Bruxelles : CPCP, « Analyses », 2017, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/0/experts-medias>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

**[www.cpcp.be](http://www.cpcp.be)**



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Les médias jouent un rôle primordial dans notre manière de percevoir le monde. Le choix des sujets présentés, mais aussi la manière dont ils sont traités, contribuent à façonner nos représentations à l'égard de la société. En ce sens, les individus qui interviennent dans les médias ont un rôle essentiel, qu'ils soient présentés comme « experts » ou citoyens. Or, le manque de diversité chez les premiers ainsi que le manque de visibilité des seconds rendent les « médias traditionnels » non-représentatifs et donc insatisfaisants. Cette frustration mêlée au développement du web 2.0 où chacun peut s'exprimer ont été propices à l'essor du journalisme participatif, à l'instar du célèbre Bondy Blog. Ces initiatives favorisent la diversité éditoriale et la participation citoyenne. Mais nous verrons aussi que le « tous journalistes » doit être relativisé, au même titre que la prétendue neutralité des professionnels...

## Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles

02 238 01 00 – [info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)

[www.cpcp.be](http://www.cpcp.be)



Chaque jour, des nouvelles du front !

[www.facebook.com/CPCPasbl](https://www.facebook.com/CPCPasbl)

Toutes nos publications sont disponibles  
en téléchargement libre :

[www.cpcp.be/etudes-et-prospectives](http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives)